



- 20/ La Région et le Pays de Redon accompagnent les transitions agricoles
- 21/ Les élèves de la MFR étudient le plan climat air énergie territorial
- 22/ Conseils de saison
- 22.23.24/ Annonces légales



Agribashing: Déméter mis en place en Ille-et-Vilaine

Jeudi 30 janvier, se tenait à Rennes, la réunion de mise en place de l'observatoire de l'agribashing, la cellule Déméter. Le but est de recenser les attaques contre les agriculteurs (insultes, agressions physiques) ou les exploitations et entreprises agroalimentaires (intrusions, tag, voire destructions). Autour de la table, le monde agricole (syndicats, chambre d'agriculture, groupements) et l'État (préfecture, DTTM, gendarmerie).

On connaissait la déesse grecque des blés et des moissons. Il y avait aussi la marque de produits pour l'agriculture biodynamique. Déméter, c'est donc aussi depuis début octobre 2019, une "cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole", destinée à apporter une réponse globale et coordonnée à l'ensemble des problématiques de sécurité qui touchent le monde agricole. Dans ce cadre, une convention a également été signée entre le ministère de l'Intérieur et les deux principaux syndicats agricoles, la FNSEA et les JA. Les tensions pesant sur le monde agricole ont conduit à la mise en place, le 3 octobre, de la cellule Déméter, au sein de la gendarmerie nationale. Depuis le 1^{er} janvier 2019, les atteintes à l'encontre des agriculteurs sont en effet en hausse (+1,5%). Au 1^{er} novembre 2019, près de 15 000 faits étaient déjà enregist-



Nous réaffirmons que nos fermes ne sont pas des moulins

> "Les référents sécurité sont répartis sur tout le département et peuvent venir faire des diagnostics sécurité dans les exploitations", a expliqué le responsable départemental sécurité, l'Adjudant-chef Damien Legris.

trés pour l'année 2019, soit deux chaque heure.

"Il faut une réponse pénale à ces actions, a demandé Cédric Henry, le président de la FDSEA. Il faut que les sanctions soient fortes pour arrêter les menaces sur les agriculteurs, qu'elles soient physiques ou morales. On ne peut pas continuer d'aller travailler dans nos champs la peur au ventre".

En parallèle de Déméter, la gendarmerie propose toujours des conseils quant à la sécurisation des exploitations. "Les référents sécurité sont répartis sur tout le département et peuvent venir faire des diagnostics sécurité dans les exploitations, a expliqué le responsable départemental sécurité, l'Adjudant-chef Damien Legris. Contrôler les accès, installer des éclairages automatiques, sont autant de solutions à mettre en place pour retrouver un peu de sérénité", a-t-il ajouté.

Respect de la propriété privée

Certains ne voient pas là d'agribashing, mais la liberté d'expression des associations animalistes (L214 ou DXE) et pensent que les attaques contre l'utilisation des phytos sont justifiées. Entrer dans les exploitations ou dans les champs sans autorisation serait une forme de liberté que la FNSEA veut empêcher. "Et bien oui, nous réaffirmons que nos fermes ne sont pas des moulins, que la sécurité sanitaire fait de l'agriculture française une des plus sûres du monde, que nous voulons avoir le choix d'utiliser ou non des produits phytosanitaires, et que le respect de la propriété privée est un droit fondamental. En plus, les contrôles

sont nombreux du champ à l'assiette sans avoir besoin d'avoir en plus des activistes dans nos fermes", a conclu Cédric Henry. Une plateforme de déclarations des actes anti agriculteurs ou anti entreprises de l'agroalimentaire va être mise en place dans les prochains jours sous l'égide de la chambre d'agriculture et de la gendarmerie. Le but sera de recouper les informations pour recenser les exactions et dans un certain nombre de cas, monter des dossiers judiciaires. Quels sont les faits visés par la cellule Déméter ? La nécessité d'appréhender la globalité du phénomène des atteintes au milieu agricole implique que le périmètre de compétence de la cellule Déméter englobe la prévention et le suivi des actes crapuleux, qu'il s'agisse d'une délinquance de proximité et d'opportunité ou bien d'une criminalité organisée voire internationale. Cela concerne également les actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques. Il peut donc s'agir de vols, de dégradations, de cambriolages, de violations de domiciles ou d'intrusions, d'occupations illégales, d'actions menées par certains groupes...

De son côté, la Confédération paysanne d'Ille-et-Vilaine a réagi dans un communiqué, appelant à "ne pas tout mélanger". Elle regrette notamment le fait qu'il a été introduit dans la mise en place de la cellule Déméter le concept d'Agribashing. "Une notion que l'on entend à toutes les sauces. Il ne faut pas y mettre tout et n'importe quoi, mélanger intrusions dans les élevages et débats autour de l'agriculture. Les transitions agricoles sont plus que jamais nécessaires. Elles doivent concrètement être engagées. Battons nous plutôt pour que les politiques publiques, la PAC, aillent réellement dans ce sens pour donner les moyens aux paysans de s'adapter aux nouveaux enjeux", souligne le communiqué.

Arnaud Marlet

Que faire en cas de faits constatés ou de menaces ?

L'agriculteur doit s'adresser à sa brigade locale de gendarmerie, dont chacune dispose d'un "référént sûreté" formé aux problématiques du monde agricole. S'il le souhaite, il peut également solliciter un diagnostic de sûreté (gratuit) dans son exploitation.

En cas de flagrant délit, un seul numéro : le 17.

La Région et le Pays de Redon accompagnent les transitions agricoles

Jeune agriculteur installé en bio à Langon depuis 2013, Florian Guihaire est à la tête d'une exploitation laitière d'une superficie de 114 hectares. L'éleveur a pu bénéficier d'une MAEC (Mesure agri-environnementale et climatique) financée avec l'appui de l'Europe, ainsi que d'aides régionales, notamment pour rénover sa salle de traite. Il incarne aujourd'hui les transitions dans lesquelles se sont engagées la Région et Redon agglomération, au côté du monde agricole.

Agriculture durable, productions locales, respect de l'environnement, qualité de l'alimentation : c'est autour de ces thématiques majeures que Redon agglomération a organisé vendredi dernier sur son territoire une journée comportant différents temps de visites et d'échanges, en lien avec les organisations et producteurs (buffet de produits locaux et visite de la Ferme de Cranhouët



à Théhillac). "L'accueil sur l'exploitation de Florian Guihaire s'inscrit dans cette démarche d'information auprès des habitants et des acteurs locaux", ont précisé Jean-François Mary, président de Redon agglomération, et Anne Patault, vice-présidente de la Région, référente sur le Pays de Redon. Un premier temps fort qui vise à mettre en avant les politiques régionales en matière d'agroécologie, notamment à travers les MAEC systèmes financés majoritairement par les fonds européens Feader (2^e pilier de la PAC) gérés par la Région. "Nous avons comme priorités

> Florian Guihaire fait partie des 5 000 exploitants bretons engagés dans ces changements de pratiques.

d'accompagner la nécessaire transition des exploitations, rappelle Olivier Allain, vice-président à l'agriculture et à l'agroalimentaire, mais aussi de faire de la Bretagne la Région leader du bien-manger en Europe".

Depuis 2015, 240 M€ ont été dédiés en Bretagne aux Mesures Agro-Environnementales et Climatiques et aux aides à l'agriculture biologique. Florian Guihaire fait partie des 5 000 exploitants bretons engagés dans ces changements de pratiques en contrepartie d'une aide, plafonnée à 11 000 €/an. À ce jour, 1/3 des exploitations bovines (lait et viande) ont pu bénéficier de ces mesures de transition, financées jusqu'en 2020. 30% de ces aides publiques sont consacrées à l'agriculture biologique (12 M€/an), ce qui représente 200 conversions accompagnées chaque année.

Communiqué de la Région Bretagne

Le système de traite de Dominique réalise les constats de gestation et détecte les chaleurs

Comment transformer le meilleur robot de traite jamais produit ? Ajoutez la possibilité de réaliser des constats de gestations automatisés et de détecter les chaleurs durant la traite. Cela s'appelle le DeLaval VMS™ V310 - et c'est une véritable révolution. Parlez-en à votre concessionnaire pour en profiter vous aussi.

NOUVEAU
DeLaval VMS™ V310

DeLaval

www.delaval.com
@ : info.fr@delaval.com

LEGRAS
ÉQUIPEMENTS D'ÉLEVAGE CYCLES
TRONÇONNEUSES MOTOCULTURE

61 route de Vitry
35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE
Tél. 02 99 96 21 50

en bref

L'AG de la FDSEA sous le signe de "la fabrique de la peur"

Après le renouvellement des élus dans les communes et dans les cantons, la FDSEA poursuit sa lancée par la préparation de son assemblée générale. Elle aura lieu le jeudi 20 février à Acigné, salle du Triptik.

Au-delà des parties statutaires qui seront présentées, cette année, le conseil d'administration de la FDSEA a choisi de mettre l'accent sur une intervention de Gil Rivières Wekstein, journaliste et fondateur de la lettre d'information "Agriculture et Environnement".

"La fabrique de la peur" sera la thématique et le fil conducteur de la matinée. En effet, selon l'intervenant : "Aujourd'hui il est très facile de manipuler et de faire peur au consommateur".

Au travers des médias et des émissions de télévision, de nombreux reportages à charge ont vu le jour sur l'alimentation, le milieu agricole. Ils jouent sur le côté anxiogène et ne représentent pas la réalité. Notre alimentation est aujourd'hui la plus sûre, la plus sécurisée et la plus diversifiée.

Gil Rivière Wekstein revient sur la construction de cette peur et surtout comment les agriculteurs peuvent reprendre la main sur la communication et ne plus se laisser accuser d'empoisonneur. / Aurélie Chapeau - FDSEA 35